

la jeune république

Pour une république socialiste et démocratique au service de l'homme

FAUT-IL AIDER GISCARD ?

La presse a mis à la mode un mot : consensus. Le gouvernement l'utilise comme moyen politique. En termes clairs, il s'agit d'obtenir l'assentiment de l'ensemble des Français, pour pratiquer une politique d'austérité. Consensus. Il faut mobiliser contre l'inflation, comme on combat le feu ou le choléra. Tous unis, de la C.G.T. au C.N.P.F. !

Au risque de passer pour de mauvais Français, certains contestent cette nouvelle union sacrée. Ils considèrent qu'inflation et chômage constituent les deux mamelles d'un régime. Les mesures techniques — on allait dire magiques — prises par un nouveau Premier Ministre ne résoudre pas la crise. Le pouvoir giscardien traduit les intérêts d'une classe, mais le système tout entier fonctionne avec des ratés qui se multiplient. Un peu plus d'huile dans le moteur n'y changera rien. L'alternative est politique.

La société libérale avancée est fondée sur un double postulat : la production s'accroît d'année en année ; la répartition se fait toujours plus équitablement. Donc, plus de biens et moins d'injustice. En fait, la mère de famille, même si elle ignore la signification de consensus, constate que les pommes de terre augmentent, que les fournitures scolaires augmentent, que les tarifs postaux comme ceux des transports publics augmentent, que les loyers augmentent, que les impôts augmentent séchement... Elle n'arrive plus à bouclier le budget, même si, à la différence des années précédentes, sa famille a réduit ou supprimé les vacances.

Comment peut-elle admettre qu'elle jouit des bienfaits d'une société d'abondance et que l'égalité règne dans ce pays ? De leur côté, les gros propriétaires de capitaux sont si embarrassés de leur accumulation qu'ils cherchent désespérément des sortiers, par-delà les frontières, pour investir à l'étranger.

Un économiste distingué à la barre plus un ministre qui se penche sur le sort des travailleurs manuels ne suffisent pas à redonner du souffle à une structure économique qui a fait son temps. Rien ne serait plus indélicat que de faire supporter au bouillant Chirac la responsabilité de 30 mois d'une gestion désastreuse. Depuis le 27 mai 1974, un homme à l'Elysée cumule les pouvoirs. Lui aussi, il est hors de question de le diffamer. Pas plus que de lui donner un inutile coup de main.

L'arbre ne doit pas cacher la forêt. Quand un système a fait faillite, il est nécessaire de le remplacer, paisiblement et méthodiquement par un autre, plus efficace et plus équitable.

Cette évidence gagne les masses, tandis qu'approchent les échéances électorales.

Claude-Roland Souchet

RIPOSTE POPULAIRE AU PLAN BARRE

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1976 — N° 102

PÉRIODIQUE

Numéro : 3 F

sommaire

- FAUT-IL AIDER GISCARD ? ... 1
Cl.-R. Souchet
- BARRE A DROITE 2
Gérard Brissé
- MAO, LA GRANDEUR D'UN
HOMME 3
- SAUVER LA SÉCURITÉ
SOCIALE 4
Jean Pralong
- IDÉOLOGIE IV 5
- ÊTRE MILITANT 7
Louis Perrin
- JOURNÉES DÉBAT SUR LE
SOCIALISME PERSONNALISTE. 7

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
Jusqu'à 1.000 F.	40 F
à partir de 1.000 F.	50 F
à partir de 1.500 F.	75 F
à partir de 2.000 F.	100 F
à partir de 2.500 F.	150 F
à partir de 3.000 F.	200 F etc

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 1993 - 10-76

POLITIQUE

BARRE A DROITE

quelle
pour quelle

Je n'ai jamais eu de prédilection particulière pour les tenants de l'économie libérale. Quels que puissent être leur intelligence, leur talent, leur imagination, ils font figure à mes yeux d'hommes du passé. D'un passé irrémédiablement révolu. On ne construit pas l'économie du XXI^e siècle avec des idées du XIX^e siècle.

Le « plan Barre » n'est décidément pas au niveau du « suspense » qui l'a délibérément précédé. La démission fracassante de M. Chirac a enclenché la recherche d'un Premier ministre « technicien », « politiquement neutre », compétent, rassurant, etc... Le tout pimenté à la sauce des « bons ancêtres » en phynances publiques que furent Poincaré, Clémenceau, et tutti quanti... suivi de l'inévitable démarche à l'Hôtel Matignon du petit Père Pinay. Oui, pour la mise en scène, tout y était. Eurocrate distingué, tout en rondeurs, Raymond Barre pouvait donner le change auprès d'une opinion publique blasée, désabusée, conditionnée pour entendre les oracles, pourvu que les prédictions aillent dans le sens de ses espoirs et de ses illusions.

Mais il fallut déchanter : le système a ses limites : il s'accommode d'un zest de dirigisme, histoire de démontrer, en période pré-électorale, que l'on est tout de même en mesure de la maîtrise. A la « surchauffe » aux effets inflationnistes, qui arrange si bien les affaires du petit monde de la spéculation, on remédie par des mesures de « refroidissement » chères à M. Giscard d'Estaing, limitées dans l'espace et dans le temps : blocage des prix (mais pas de tous les prix), encadrement du crédit (plus spécialement le crédit à la consommation), limitation des revenus (toujours les mêmes), réajustements fiscaux, étant bien entendu qu'il est plus aisé et moins impopulaire électoralement parlant pour la Droite de faire payer le plus grand nombre que d'en égratigner quelques-uns ; réduction du déficit de certains organismes publics et parapublics (éternel bouc émissaire : la Sécurité sociale).

Le « plan Barre » apparaît ainsi comme une prudente synthèse de différentes recettes appliquées jusqu'alors ; résultat : un mauvais hachis parmentier. Il n'invente rien, ne restructure rien. Au malade, il administre une série d'honorables calmants pour faire tomber la fièvre. Il ne s'attaque pas aux causes réelles de la maladie, qui s'ag-

grave d'année en année. Quant aux perspectives d'une intervention chirurgicale, elles sont reportées aux Calendes grecques...

Pourtant très classique, la manœuvre fait toujours recette. Inquiet de la hausse des prix, de l'imminence d'une catastrophe monétaire style 1930, le Français moyen réagit en conservateur. Ce qui est acquis, est acquis et ne saurait être troqué contre l'aventure, fût-elle de gauche. Des générations de travailleurs se sont battues pour obtenir la sécurité sociale, le salaire minimum garanti, l'horaire de travail à quarante heures, les congés payés. Ces conquêtes sociales sont intouchables.

Du côté du pouvoir en place, on exploite à merveille ce réflexe conservateur. On joue sur le velours avec le maintien de l'ordre, du pouvoir d'achat, le respect des libertés fondamentales, la démocratie formelle, la garantie de l'épargne, la sécurité, la sauvegarde de nos valeurs traditionnelles, et j'en passe. Les « réformes » n'atteignent pas les mécanismes fondamentaux du système dit « de la libre entreprise » qui, de concentration en concentration, en arrive à susciter dans tous les secteurs des monopoles de fait : Borel dans l'hôtellerie, Hersant dans la presse bourgeoise, Dassault dans l'aéronautique, sont de véritables féodalités qui financent les campagnes électorales, font ou défont l'opinion, soutiennent ou contribuent à renverser les gouvernements.

Qu'un Raspoutine, comptable de profession et sorcier par vocation, parte en emmenant dans ses valises quelques sept cent millions, voilà qui ne contribue guère à ébranler l'empire Dassault. Que l'empire de M. Hersant sur la grande presse se traduise par des licenciements et démissions de journalistes « achetés » avec meubles et immeubles ; que le paquebot « France » continue à croupir dans son cloaque de boue et de déréliction ; que le Centre culturel Georges Pompidou, incroyable défi au bon goût et à l'esthétique du Vieux Paris, engloutisse des milliards ; que les spéculateurs immobiliers continuent leur sale besogne, défigurent nos cités, livrent au marché des logements invendables par dizaines de milliers : qu'à cela ne tienne ! M. Français moyen continue imperturbablement à voter à droite. Par habitude. Par peur du lendemain.

alternance ? alternative ?

La France est ainsi partagée en deux, les deux parties s'accordant et s'équilibrant tacitement dans leur conservatisme foncier, alors que tout bouge, tout évolue. La France n'est pas le seul pays à subir ce modèle, en Suède, en Angleterre, en Allemagne (entre autres !) la frontière entre travaillistes ou socio-démocrates, et conservateurs ou démocrates chrétiens, est tellement floue que le passage de l'un à l'autre système se fait insensiblement, au prix de quelques milliers, voire quelques centaines de voix. La France se singularise en ce sens que depuis près de vingt ans elle n'a pas connu L'ALTERNANCE. Mais quelle alternance et pour quelle ALTERNATIVE ?

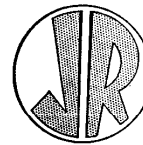
La droite agite l'épouvantail du collectivisme et du totalitarisme et ça marche. M. Chirac quant à lui, n'hésite pas à lancer l'idée d'un « rassemblement travailliste ». Cette démarche s'apparente fort à ce que le Président de la République appelait de tous ses vœux : l'accentuation du régime vers le « centre gauche ». Même si le plan Barre échoue, si le « travaillisme » à la mode gaullienne échoue, le clan au pouvoir garde en réserve « l'ailleurs » de Michel Jobert.

Quelle est, dites-moi, la différence entre capitalisme social et social-capitalisme ? Entre la politique de réformes de M. Giscard d'Estaing et le réformisme politique d'un Chirac ? Entre le socialisme par la participation d'un Billotte et la participation par les socialistes d'un Max Lejeune ? A force de jouer sur les mots, on entretient la confusion. Mais, pendant ce temps, les plus riches s'enrichissent encore, les profits se convertissent en superprofits, la paupérisation réelle des masses s'accroît sous le clinquant dérisoire, précaire et factice de la société dite de « consommation », sous les coups répétés des spots publicitaires débilissants et les cures d'abrutissement savamment orchestrées des « mass médias ».

Le sacrifice propitiatoire des Français est à la mesure de ce grand dessein sous-jacent à toutes les envolées verbales : remettre à sa place la grande masse des « manants », réconcilier la tradition de l'élitisme monarchique et les nouvelles féodalités du petit monde des affaires. Dieu, qu'elle est étroite et tortueuse la voie de la Droite vers le « socialisme » !

MAO

LA GRANDEUR D'UN HOMME



La disparition d'un géant de l'Histoire ne saurait passer inaperçue.

On a vu un spectacle étrange : Giscard « à la barre » apportant son salut, à l'Ambassade de Chine populaire, au « Grand Timonier » ; du Figaro à l'Aurore, la presse bourgeoise ne tarissant plus d'éloges envers le grand homme, l'un des derniers géants de l'après-guerre, avec Tito et le Chah d'Iran mêlés.

La grandeur d'un homme d'envergure historique se mesure à la dimension spirituelle de son message terrestre. Que restera-t-il, dans un siècle, dans trois siècles, de ce qu'il est convenu dès à présent d'appeler le maoïsme — par opposition au confucianisme, au révisionnisme et autres idéologies en -isme ?

L'Histoire retiendra très certainement l'immense bond en avant collectif accompli par l'économie chinoise, l'élimination de la faim et des épidémies, les progrès incommensurables de l'alphabétisation, l'indépendance et la fierté nationales recouvrées.

La révolution chinoise fut en premier lieu la révolte d'un tout petit groupe d'intellectuels contre le régime féroce et inhumain des compradores et seigneurs de la guerre, soutenus par les puissances occidentales qui avaient fait du Céleste Empire leur colonie privilégiée. Ce mouvement reçut par la suite le soutien massif de la population rurale, qui grossit les rangs de la Longue Marche.

La philosophie de Mao tse Toung, par-delà cette démarche concrète, nous laisse perplexes. Se résout-elle à la « juste solution des contradictions au sein du peuple » ? (Cf. discours du 27 février 1957). Elle part d'une constatation de bon sens : ces contradictions sont une réalité objective. Au lieu de les subir, il faut tenter de les maîtriser à notre profit. D'où la formule « unité-critique-unité » qui s'est traduite en clair par des périodes alternées de violentes campagnes de critiques et de remise en ordre. Mao, instigateur réel de la Révolution culturelle aurait pu faire sienne cette formule de Pascal : « Toute la mer monte pour une pierre qu'on y jette ! ».

Cette philosophie des contradictions trouve sa limite dans ses propres contradictions : contradiction évidente entre le désir de promouvoir la critique par la méthode persuasive et les appels à la révolte armée (« le pouvoir est au bout du fusil ») ; contradictions dans les rôles respectifs attribués au Parti communiste et aux masses ; contradictions également entre le mouvement spontané des masses et la lutte engagée par les éléments de gauche du Parti contre les « révisionnistes », voire les « réactionnaires ». A ces questions, la réponse a été donnée en ces termes : « L'histoire n'a trouvé jusqu'ici d'autres moyens de faire avancer l'humanité, qu'en opposant chaque fois la violence des classes condamnées, à la violence révolutionnaire des classes progressistes ». L'auteur de cet appel à la révolution permanente n'est autre que Léon Trotsky.

C'est un fait que Mao prévoyait de multiples insurrections contre le pouvoir établi, à la manière de la révolution culturelle. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que soit « transformée la physionomie morale de toute la société avec la pensée, les mœurs et les cultures nouvelles qui sont propres au prolétariat » et qui « touchent l'homme dans ce qu'il a de plus profond ».

Changer le cœur de l'Homme... C'est une rude tâche à laquelle se sont consacrées, au fil des siècles, la plupart des doctrines religieuses. Celles-ci ont à leur tour secrété leurs propres systèmes visant à modifier les comportements humains en changeant la nature des rapports sociaux. Ces systèmes ont toujours été, du reste, dépassés et tournés sur leur « gauche ».

Mao n'innove pas lorsqu'il donne la première impulsion à une réaction en chaîne qui doit aboutir à un ordre spécifiquement « maoïste » et de surcroît purement « terrestre », c'est-à-dire se référant à aucune « révélation ». Réussira-t-il mieux que ses prédécesseurs ou concurrents ? Ses successeurs le suivront-ils dans cette voie ? Ne seront-ils pas tentés au premier chef de consolider le régime ?

Une autre question nous vient à l'esprit : l'expérience chinoise est-elle encore contagieuse ? Elle le demeure certes, si on la considère sous l'angle de la valeur d'exemple que peut offrir au monde extérieur la philosophie maoïste. Elle trouve toutefois sa propre limite sur le terrain auquel elle s'applique.



SOCIAL : SAUVER LA SÉCURITÉ SOCIALE

Jean Pralong

Le déficit de la Sécurité sociale, sa situation actuelle comportent une signification et une valeur politiques. Périodiquement, le gouvernement nous annonce : la Sécurité Sociale en péril ! Des décisions importantes, urgentes, doivent être prises dans les six mois pour sauver le régime général ! Comme l'a écrit "Le Monde" (1) : « La

MORT DE MAO

Quel point commun pourrait-il y avoir entre des sociétés à vocation égalitaire en Amérique et en Chine ? Les différences de mentalités et de niveaux de développement suscitent ipso facto la tendance à l'originalité, c'est-à-dire à la personnalisation. Le modèle chinois ne peut être une marchandise d'exportation, encore moins un moule tout préparé. Entre les manières de penser, d'être, de se comporter, d'agir et de réagir du prolétariat de Pékin et de celui de Nanterre, fussent-ils étiquetés tous deux de « gardes rouges », il existe un monde dont la nature et la pesanteur héréditaire ont fixé les contours et les limites.

C'est pourquoi le socialisme, au sens large du terme, ne peut qu'être multiple quant à ses manifestations, alors même qu'il est unique quant à l'aspiration et à la visée idéale communes qui président à sa naissance et à son développement. C'est pourquoi ses structures, nécessairement polymorphes, ne sauraient être confondues avec sa finalité qui est une. C'est pourquoi toute prétention à l'universalisme en matière de structure finit inévitablement par se fondre avec l'expansionnisme totalitaire.

Si le socialisme russe et le chinois se heurtent quant aux systèmes, c'est-à-dire aux structures, leur commune finalité demeure la même. L'un et l'autre se retrouveront et apprendront à s'estimer le jour où ils auront admis et reconnu qu'ils peuvent évoluer différemment vers la même fin, que les divergences présentes sont un signe de progrès, que toute tentative de mutuel alignement entraînerait la momification à long terme, alors que la vie est mouvement perpétuel. La finalité idéale du socialisme doit seule susciter la convergence et non la communauté de structures. Toute faille dans cette prise de conscience solidaire ne peut que faire le jeu de la réaction, c'est-à-dire d'une forme de société qui tend à une récession dans la marche universelle vers le progrès humain.

Sécurité Sociale pose un problème de société (...) le grand problème qui se pose aux Français, à travers certaines propositions des syndicats (2) et du patronat, est de choisir entre un socialisme qui a justement imprégné la Sécurité Sociale, et une conception libérale de l'assurance du risque ».

Pendant le XIX^e siècle, ce sont les luttes ouvrières pour arracher aux classes dirigeantes la sécurité contre les accidents du travail, la garantie contre la maladie, les retraites ouvrières. C'est l'époque où l'on mise sur la petite épargne individuelle, l'entraide mutuelle, avec la misère et l'assistance publique en réalité.

La classe dirigeante accepte quelques palliatifs, coup par coup, aussi limités que possible : loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, Société de Secours Minières, loi de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, dont le caractère obligatoire est vite battu en brèche par un arrêt de la Cour de Cassation.

La Loi des Assurances Sociales date du 1^{er} juillet 1930 ; le régime des Assurances Sociales est appliqué en Alsace-Lorraine. Il l'était sous le régime allemand. Mais les prestations restent encore proportionnelles aux salaires directs individuels.

Il faut attendre le choc social de la dernière guerre mondiale, la Libération et l'application du programme du C.N.R. pour admettre le bien fondé de la revendication ouvrière à une sécurité sociale basée sur le principe de la redistribution des revenus en fonction des besoins sociaux.

C'était la socialisation des risques. Le législateur des Ordonnances de 1945 avait voulu que les organismes de Sécurité Sociale, les caisses, soient gérés par les intéressés eux-mêmes, l'Etat n'étant là que pour contrôler des fonds qui, par leur importance, étalent des fonds publics.

Mais, dès le début, deux années à peine écoulées après l'euphorie de la Libération, la reprise des classes dirigeantes plus ou moins compromises avec l'occupant, le principe de la Sécurité était battu en brèche et tout le développement de la Sécurité Sociale, dans les années à venir se fera en contradiction avec la notion de solidarité nationale, pour en arriver aux fameuses Ordonnances de 1967 du Ministre Jeanneuy qui ont :

- substitué à une Caisse Nationale de Sécurité Sociale, trois Caisses nationales prétendant autonomes,
- enlevé aux assurés sociaux la majorité dans la gestion des caisses pour substituer le prétendu paritarisme, qui

est un leurre et renforcer une tutelle administrative tatillonne.

Dès le début un régime de Sécurité Sociale, justement imprégné de socialisme, laissa subsister une médecine libérale, alors que l'Angleterre, notamment, créa, en complément indispensable, le service national de la santé.

Malgré les avantages accordés au Corps médical, nous voyons combien le système conventionniste a de peine à se mettre en place.

Une politique de santé ne se limite pas à organiser au mieux le secours des citoyens à la médecine. L'objectif est, en réalité, beaucoup plus vaste.

Les structures de la santé sont fondées sur l'individualisme et le profit ; elles sont conformes à la philosophie de la société dite libérale, même sol-disant « avancée ».

Prenons un exemple : En matière de spécialités pharmaceutiques, la France détient un record mondial imbattable : 8.750 spécialités différentes remboursées par la Sécurité Sociale (il n'en existe que 1.750 en Allemagne) (3). Dans le prix de chaque médicament, le conditionnement entre pour 9 %, la publicité pour 14 %. Selon M. Prieur, Directeur de la C.N.A.N., la Sécurité Sociale dépense chaque année 500 millions pour la seule publicité des laboratoires.

Ce n'est pas un régime libéral qui nationalisera le secteur de l'industrie pharmaceutique qui apparaît indispensable.

Des palliatifs seront apportés, les véritables problèmes sont :

- dans la modification de l'assiette de la cotisation patronale, celle sur les salaires est dépassée dans notre économie moderne.
- mieux définir le rôle de l'Etat et des syndicats dans la gestion de la Sécurité Sociale.
- pour une véritable politique de la santé, des soins et aussi concernant l'éducation des assurés, s'attaquer au cadre de vie.

Bref : il faut choisir entre :
• un régime socialiste, dans lequel s'insérera un véritable régime de Sécurité Sociale basé sur la redistribution des revenus, la solidarité nationale, les transferts sociaux, le droit à la santé,
• et la conception libérale de l'assurance des risques, confiée à l'initiative privée, telle que la conçoit le C.N.P.F.

(1) 14 septembre 1976 - Jean-Pierre Dumont.

(2) Notamment de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

(3) Revue Politique et Parlementaire - Michel Brugeneur, n° 859, décembre 1975.

LIVRES ET ÉVÉNEMENTS

IDÉOLOGIES (IV)

Claude-Roland Souchet

L'histoire du réformisme en France, depuis 1920, vient d'être publiée aux Editions Sociales par une équipe de chercheurs : Daniel Blum, Roger Bourderon, Jean Bures, Jean Charles, Jean Gacon, Richard Lagache, Michel Margairaz, Roger Martelli, Jean-Paul Scot, Serge Wolikow.

C'est un livre passionnant et passionné, malgré un style neutre. La couverture bleu-blanc-rouge porte « le réformisme », un mot dont les lettres donnent l'image d'un accordéon. C'est un livre critique et polémique, invitant à la critique et à la polémique. C'est un livre d'actualité, dans la mesure où le courant réformiste et le courant révolutionnaire, parti socialiste et parti communiste, selon nos auteurs, ont signé un programme commun de gouvernement, qui permet de mesurer le chemin parcouru pendant plus d'un demi-siècle.

DIALECTIQUE. — Premier principe introductif : le discours politique ne doit pas être séparé de la pratique réelle, ni du contexte historique de l'époque, dans le mouvement général de la société. Une analyse sérieuse doit prendre en compte toutes les dimensions qui font, d'un parti politique, un ensemble dynamique.

Décembre 1920, le Congrès de Tours. La majorité (3/4 des mandats) autour de Cachin, Frossard, Renoult, accepte les 21 conditions de Moscou, dont quelques-unes doivent être rappelées :

— la troisième : « Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique, la lutte des classes entre dans la période de guerre civile » ;

— la septième : « Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre... » ;

— la douzième : « Les partis appartenant à l'Internationale communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer, confinante à la discipline militaire, y est admise et si son organisme est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants » ;

— la quatorzième : « Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doivent soutenir sans réserve toutes les républiques soviétiques dans leurs luttes avec la contre-révolution ».

Parmi ces conditions, figure aussi le devoir de procéder à des épurations périodiques, afin d'écarter les éléments petits-bourgeois.

Jean Longuet reçoit ce message de Moscou comme un outrage et une provocation. Il affirme ne pas être disposé « à recevoir le knout ».

RÉFORMISME. — Le réquisitoire prononcé dans ce livre contre le réformisme tient insuffisamment compte du discours et de la pratique du parti communiste ainsi que du contexte politique, surtout international, de ce demi-siècle. Un jeu dialectique s'est noué entre les deux partis, comme entre deux époux se produit une interaction des caractères. Les erreurs ou les fautes de l'un conditionnent celles de l'autre.

La scission de 1920 entraîne un affaiblissement de la S.F.I.O. et la perte du journal officiel du parti, l'Humanité, mais la C.G.T., à l'exception de l'Union des Syndicats de la Seine, rue de la Grange-aux-Belles, reste majoritairement « réformiste ».

En fait, l'épithète « réformiste » est rejetée. Léon Blum dira que les socialistes français veulent une « transformation totale du régime de propriété », à la suite non pas « d'une série de réformes additionnées, mais une rupture de continuité ». A quoi bon, dans ces conditions, adhérer à ce parti-caserné soumis aux bolcheviks ?

Les communistes verront au contraire dans le parti-frère soviétique un modèle parfait, qu'ils imiteront scrupuleusement pendant au minimum une décennie. C'est ainsi qu'ils défendront activement, avec la dictature du prolétariat, l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers, et la socialisation de la production agricole capitaliste, la monopolisation du commerce, la socialisation des grands immeubles dans les villes et des grandes propriétés à la campagne, l'introduction de l'administration ouvrière et la centralisation des fonctions économiques entre les mains des organismes de la dictature prolétarienne. Pendant « les années folles » qui suivent la guerre, l'électorat de la

S.F.I.O. va s'élargir, en se déplaçant du nord et de l'est du pays vers le centre et le sud, c'est-à-dire des centres industriels aux régions agricoles. Mais la base ouvrière reste importante. Par contre le P.C. des années 20, comme la C.G.T.U., à partir de 1927, recule : la situation n'est pas mûre ; le milieu n'est pas réceptif à une action révolutionnaire.

Au sein de la S.F.I.O., des tendances révisionnistes s'expriment ouvertement : la rationalisation de la production développera la productivité, donc l'augmentation des salaires, voire le contrôle ouvrier ; le capitalisme peut être techniquement aménagé. Léon Blum, au contraire, répond : « Le régime capitaliste engendre fatalement l'incoordination des efforts, la déperdition des énergies ou des ressources, l'antagonisme des intérêts, la lutte des classes sociales... ». Il se demande, en 1927, « comment les pouvoirs politiques, si débiles déjà devant le patron..., pourront résister à ce capitalisme méthodique et condensé ».

Sur la question coloniale, Léon Blum déclare à la Chambre, le 11 juillet 1927 : « Nous désirons que la législation coloniale s'achemine de plus en plus vers l'indépendance, vers le self-government, comme les dominions » mais comme l'immense majorité des Français de cette époque, il croit encore à la supériorité de la culture occidentale : « Nous avons trop l'amour de notre pays pour désavouer l'expansion de la pensée, de la civilisation française... ».

Les communistes, au temps de la guerre du Rif, pratiquent courageusement la huitième condition : « Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir... de soutenir non en paroles mais en faits tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion, des colonies, des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées... ». Ce principe léniniste reste incompris par la S.F.I.O. et la C.G.T., qui ne perçoivent pas la portée de la lutte des classes au niveau international et surestiment la valeur d'institutions comme la S.D.N.

UNION ET DÉCEPTIONS. — La période 1933-1940 se caractérise par la montée de la crise économique et du fascisme, la victoire du Front Populaire, sa chute (juin 1937), le « lâche soulagement » des Accords de Munich (octobre 1938), le « stupéfiant » Pacte germano-soviétique (août 1939) et la chasse aux communistes, la débâcle, la soumission à Pétain d'une majorité d'élus socialistes (juillet 1940).

La crise économique signifie que le pouvoir d'achat global est devenu insuffisant pour absorber la masse des produits du marché. Il y a surproduction et sous-consommation. Au lendemain

IDÉOLOGIES (IV)

de la prise du pouvoir par Hitler, le 30 janvier 1933, les communistes veulent réaliser un front unique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et les social-fascistes... c'est-à-dire les dirigeants socialistes. Ce sectarisme va faire le jeu de la grande bourgeoisie et de ses nervis d'extrême-droite.

Les menaces fascistes du 6 février 1934 vont rapprocher les partis ouvriers et entraîner la riposte des masses, le 12 février. Un pacte d'unité d'action est signé le 27 juillet 1934 et, en octobre, à Nantes, Maurice Thorez propose un Front Populaire s'étendant jusqu'aux Radicaux. Toutes les victimes du grand capital sont invitées à se rassembler sur la base de leurs intérêts de classe. Cette stratégie qui préfigure la moderne « union du peuple de France » est nouvelle. Il ne s'agit pas d'instaurer immédiatement le socialisme mais de satisfaire concrètement les revendications des salariés et de défendre les libertés républicaines. Les socialistes veulent aller plus loin et proposent des nationalisations. Le programme du Rassemblement Populaire de janvier 1936 ne comporte pas les réformes de structure demandées par la S.F.I.O. mais il ouvre la voie au succès électoral du 3 mai 1936. Victoire décisive par les progrès réalisés mais incomplète et éphémère. Léon Blum résistera mal aux assauts d'une droite haineuse ainsi qu'aux attaques de fractions socialistes qui lui sont hostiles. Il n'osera pas faire appel aux masses populaires. Il respectera le principe de l'Etat-arbitre, au lieu de l'utiliser plus directement au service de la classe ouvrière, celle de France et celle d'Espagne, contre le capital et les forces qui le soutiennent.

Aux reproches qui lui sont adressés, comme symbole du réformisme, il convient de répondre que sa base sociale n'était ni assez large ni assez cohérente, ni assez déterminée — le P.C., malgré l'opinion de Thorez, ne participe pas au Gouvernement — et que l'ennemi l'investissant de toutes parts, Blum essaya de composer avec un adversaire décidé à l'abattre coûte que coûte. Le 15 septembre 1940, le chef du Gouvernement du Front Populaire est arrêté. Les communistes sont encore plus traités en hors-la-loi. Socialistes et communistes entrent dans la Résistance, les premiers individuellement, sous l'impulsion de Daniel Mayer, les seconds comme organisation de classe. R. Bourderon considère avec dérision un rassemblement socialiste sous la direction du Général de Gaulle. Pendant la guerre, ce projet n'apparaisait nullement scandaleux à des socialistes de diverses origines.

COMPROMIS ET COMPROMIS. —

Dès la Libération, la S.F.I.O. redevient un parti populaire de masse et elle s'ouvre, en raison de leur rôle pendant la Résistance, à des mouvements d'inspiration démocrate-chrétienne. Le programme du Conseil National de la Résistance, signé en mars 1944, prévoyait « le retour à la nation de tous les

grands moyens de production monopolisés ». Il bénéficiait d'un large consensus : socialistes, communistes, radicaux, chrétiens. Maurice Thorez définissait, dès 1946, une voie française du socialisme : rassemblement, autour de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse et des couches moyennes.

Léon Blum envisageait davantage un compromis entre des courants divergents — une résultante, une conciliation — qu'un compromis sur des bases de classe, à partir d'un certain rapport de forces dans la perspective d'une nouvelle étape à franchir vers le socialisme. Ses préoccupations morales l'emportaient sur une analyse des rapports de forces, en France et dans le monde.

Contrairement à ce qu'il espère, le capitalisme est loin d'avoir creusé sa tombe, même si un socialisme teinté d'humanisme s'acclimate parmi des couches sociales nouvelles, et même si l'Etat technocratique multiplie ses interventions dans le secteur privé. Par ailleurs, le projet d'un travaillisme à la française, imaginé dès 1942-1943, ne se réalise pas mais restera une idée tenace qui débordera même la gauche non-communiste, avec la notion de Troisième Force aux visées électoralistes. L'unité organique avec le P.C. échouera aussi : l'hégémonie stalinienne en Europe orientale effraye les socialistes.

A la différence de ce qui se passait dix ans plus tôt, en 1946, les communistes poussent davantage aux nationalisations que les socialistes dont certains mettent en doute l'efficacité économique de « l'étatisation ». Contre l'inflation, les communistes veulent stimuler la bataille de la production, inséparable de l'indépendance nationale.

Les socialistes sont davantage soucieux de ponction monétaire et d'aide aux industries prioritaires. En janvier 1946 est adopté le premier plan de modernisation et d'équipement. En août 1946, Guy Mollet succède à Daniel Mayer à la direction de la S.F.I.O., pour des raisons ambiguës. Le 1^{er} mai 1947, les travailleurs manifestent massivement dans toute la France. Le 4 mai 1947 le socialiste Ramadier écarte les ministres communistes du gouvernement. Le 28 mai 1947, le Plan Marshall d'aide au « monde libre » est lancé.

De 1947 à 1953, la guerre froide va s'intensifier. Léon Blum critique le Plan Marshall, en raison de ses critères idéologiques de discrimination mais il manifeste une certaine confiance dans le désintéressement des Américains. Cette pesée scrupuleuse du « pour et du contre » caractérise bien le leader socialiste si ce n'est le réformisme. Ni protégés américains, ni sujets soviétiques, telle est sa conclusion.

LE DECLIN DE LA S.F.I.O. — Au cours de ces années, les peuples d'Indochine, puis d'Afrique, vont engager des guerres d'indépendance qui mettront la S.F.I.O. dans l'embarras. Il faut se souvenir que l'opinion publique française, à l'exception des communistes et de quelques autres, ne mesure pas le caractère irréversible de la décolonisation, et que la plupart des hommes politiques se font un devoir de défendre l'intérêt national plutôt que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le 8 novembre 1954, le P.C. demandait seulement que « le bien fondé des revendications à la liberté du peuple algérien soit reconnu ». L'étape de l'indépendance n'était pas encore venue. Le 12 mars 1956, il votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour parvenir à la paix par la négociation. Il s'ensuivit l'envoi du contingent en Algérie. Etienne Fajon reconnu, vingt ans après, ce faux pas. Le Président du Conseil, socialiste, multiplia les faux pas, sans doute par refus de l'internationalisme prolétarien étendu aux peuples colonisés, mais aussi parce qu'il exprimait un électoral conservateur, en retard sur l'événement.

Ce conservatisme pénétra la S.F.I.O. en lui faisant refuser tout accord avec les communistes. Le modèle bolchevik est toujours considéré comme un capitalisme d'état, hostile aux libertés, — les drames des démocraties populaires en 1947-1948 continuent à faire réagir les socialistes — et incapable de modifier les rapports sociaux de production. C'est aussi la crainte du parti unique de type soviétique qui jettera la S.F.I.O. dans les bras de De Gaulle en 1958. R. Marelli, comme les autres historiens de cet ouvrage sur le réformisme, minimise le rôle de la « petite gauche » et des composantes de l'Union des Forces Démocratiques, dans l'opposition au pouvoir personnel, la volonté de soutenir les peuples colonisés en lutte pour leur indépendance et la défense des revendications populaires, par une pratique de l'union de la gauche.

Ces petits groupes « réformistes », comme la Jeune-République, analysaient justement le régime né du 13 mai 1958 comme un transfert de pouvoir du législatif à l'exécutif, permettant à cet Etat de favoriser les monopoles industriels et financiers, pour accroître les profits et accumuler les capitaux, au risque de provoquer inflation, chômage, réduction du pouvoir d'achat des travailleurs. (Rappelons à ce sujet que M. Valéry Giscard d'Estaing préside, presque sans interruption, les finances de ce pays depuis le 8 janvier 1959.)

La S.F.I.O., dont la base ouvrière n'a pas totalement disparu, va commencer à s'éloigner de l'Elysée, tout en s'excluant de la gauche qui manifeste pour une paix négociée en Algérie, puis en

louchant vers le centre, avec le projet mort-né de la Grande Fédération, en juin 1965.

Le 10 septembre 1965, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste est lancée. Le 20 décembre 1966, elle accepte un premier accord avec le P.C. et un second, le 24 février 1968. Mais la F.G.D.S. ne survivra pas au mouvement populaire de mai-juin 1968. Comme Waldeck Rochet l'a justement souligné, l'absence d'un programme commun aux partis de gauche et aux grandes organisations syndicales a favorisé le maintien d'un pouvoir sérieusement ébranlé. Ce vide a servi la réaction qui a suivi. Des objectifs politiques clairs auraient répondu aux aspirations des masses. Le P.C. ne saurait encourir de reproche sur ce point. Le P.S. a rectifié peu à peu des erreurs, qui avaient provoqué son déclin.

LA MONTÉE DU P.S. — Même si l'unité des socialistes obtient la priorité sur l'union avec les communistes, le mouvement apparaît irréversible avec le Congrès d'Epinay de juin 1971. Le P.S. retrouve sa vocation et condamne tout accord avec la droite.

Le Programme commun de gouvernement est signé le 27 juin 1972. Il est intéressant de constater que, contrairement aux positions des deux partis en 1936, c'est le P.C. beaucoup plus que le P.S. qui insiste sur les nationalisations, dans lesquelles il voit des réformes irréversibles du régime de la propriété.

Le 25 juillet 1973, les partis de gauche analysent la crise monétaire com-

me une crise du capitalisme. Si les prix du pétrole augmentent, ce n'est pas « la faute des Arabes », c'est parce que les pays producteurs doivent adapter leurs prix à celui des produits manufacturés que les pays industriels leur livrent à des tarifs toujours plus élevés.

Depuis Epinay, le P.S. voit grossir le nombre de ses adhérents et de ses électeurs. Il présente une image de marque socialiste et il s'affirme, avec une totale crédibilité, comme le garant des libertés. Il tient à un rapport de forces, au sein de la gauche, qui lui soit favorable, pour éviter d'être dominé par son allié. Pour « élever la qualité de l'union », selon ses propres termes, le P.C. en appelle constamment au jugement des masses, ce qui agace son partenaire, lequel s'efforce à chaque occasion de souligner son originalité. C'est ainsi que le projet autogestionnaire, majoritaire au Congrès de Pau (1975), masque les insuffisances d'une analyse rigoureuse de la crise, à ce stade du développement de la lutte des classes.

Suraccumulation du capital et surexploitation des travailleurs tels sont les symptômes du régime giscardien. « Le mouvement du capital et celui de la classe ouvrière sont liés dialectiquement dans un même mouvement », écrit J. Burles. Une autre forme de dialectique marque l'histoire du P.S. et du P.C. La synthèse souhaitable, pour que le socialisme se réalise et réussisse, n'est pas la fusion des deux partis mais l'unité d'action de deux formations nécessaires au progrès économique, social et politique.

BILLET DU PRESIDENT

Louis Perrin

ETRE MILITANT

Je voudrais dire un mot du militantisme. Dans tous les domaines de l'engagement, familial, civique, syndical, politique ou religieux, il y a un choix à faire et le véritable militantisme est rare... Pourquoi ?

D'abord parce que « ça ne paye pas », on ne voit pas immédiatement le résultat des efforts entrepris. Ensuite, ça prend du temps : on ne peut être militant qu'en expliquant ce que l'on croit. Pour expliquer, il faut se documenter, il faut se former soi-même. Pour se former, il faut le vouloir et aussi en prendre le temps... bien qu'il y ait une formation journalière qui découle de la pratique... mais faut-il qu'il y ait la pratique.

Ensuite, il faut avoir foi dans ce que l'on fait. Il faut croire que c'est utile, que c'est indispensable. Il faut être persuadé que, quand on a expliqué quelque chose, quand on a distribué un tract, quand on a invité un camarade à faire partie du groupe, même si le résultat n'est pas immédiat, il y aura une répercussion dans un temps même indéterminé.

Il ne suffit surtout pas d'être distributeur de tract, le dispensateur de quelque chose, d'un savoir ou d'une théorie : il faut avant tout être déjà l'ami compréhensif des problèmes de la personne... Car c'est alors seulement que cette personne sera réceptive aux idées que vous défendez. Il est évident que la distribution massive de tracts peut avoir son utilité et faire réfléchir, mais elle sera impersonnelle et n'accrochera que des gens déjà sensibilisés.

De toutes façons, il faut surtout croire qu'aucune démarche — quelle qu'elle soit — n'est négative, qu'elle est inscrite dans l'infini pour toujours.

Militants J.-R., nous croyons que ce que nous avons semé aujourd'hui lèvera demain, car ce n'est pas le pain que nous apportons mais le levain.

13 ET 14 NOVEMBRE 1976

SALLE DE LA DÉMOCRATIE
38, Boulevard Raspail - PARIS

JOURNÉES - DÉBATS SUR LE SOCIALISME PERSONNALISTE

- ★ MARC SANGNIER ET NOTRE TEMPS
Madeleine Barthélémy-Madaule
Notre amie dédicacera son livre sur Marc Sangnier (Le Seuil, 1973)
- ★ PROPOSITIONS POUR UN SOCIALISME PERSONNALISTE
Gérard Brissé
- ★ AGRICULTURE ET AUTOGESTION
Louis Perrin
- ★ SOCIALISME PERSONNALISTE ET PRATIQUE POLITIQUE
Claude-Roland Souchet

TOUS RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION : Ecrire au siège du Parti de la Jeune-République - Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz - 92200 NEUILLY - Tél. 033.99.09 ou 624.06.08 - INSCRIPTION : 50 F.

ADHÉRENTS, AMIS, ABONNÉS

Renouvelez dès aujourd'hui
COTISATIONS ABONNEMENTS
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES
Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

Dans notre courrier

COTES-DU-NORD

Actuellement, une immense masse de jeunes cherche sa place dans une société déliquescence qui n'est pas faite pour eux. Des centaines de milliers de chômeurs attendent des solutions positives d'avenir, et non les expédients... Il y a une immense tâche à entreprendre pour construire une société. Tout notre système social, l'échelle des valeurs couramment admises, les préjugés et conceptions courantes sont à reconsidérer ou à vaincre. Je souhaite connaître où en est la Jeune-République. A-t-elle une doctrine solide, précise, sur un monde, non pas d'hier mais de demain, sur un type de société, une hiérarchie des valeurs essentielles et une conception de nouvelles valeurs de base ? (...).

Quelles sont ses options sur : ce que doit être l'aménagement de notre espace pour et par les jeunes et tous les habitants de ce pays, sur la monnaie, sur les idées courantes de profit d'intérêts et sur tout ce qui est à la base de l'actuelle « société de consommation » ? Comment conçoit-elle l'idée de sécurité de l'individu et de la famille dans la société ? (...). Comment conçoit-elle la nation ? (...).

En bref, le Parti a-t-il une doctrine (...) des principes d'action et une organisation, même modeste ? (...). Un programme n'est qu'une expression d'une doctrine et d'une pensée pour des actions précises durant une période déterminée... H.E.L.

Réponse : Les questions que vous nous posez nous ont vivement intéressés et mériteraient une réponse amplement développée. Le Manifeste sur le SOCIALISME PERSONNALISTE est une amorce de réponse ou plutôt une ouverture de dialogue. Nous recevons un important courrier qui prouve que les problèmes que vous soulevez préoccupent nombre de nos compatriotes. Il est difficile de répondre point par point. Comme rien ne vaut un véritable débat et une discussion de personne à personne, nous nous proposons d'organiser en novembre un colloque sur le thème : Socialisme Personnaliste et pratique politique.

GRÈVE DU 7 OCTOBRE 1976

Communiqué du Parti de la Jeune-République

Le PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE rejette le nouveau plan gouvernemental, comme inefficace et dommageable pour la plus grande majorité de la population.

Le plan de Monsieur BARRE propose des palliatifs pour endiguer l'inflation et il ne remet pas en cause les profondes inégalités sociales.

Il fait supporter aux seuls travailleurs et aux couches moyennes une aggravation de leurs conditions de vie.

Le grand capital reste à l'abri de l'austérité, et même, profite d'un afflux de monnaie.

En conséquence, le PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE décide de s'associer à la C.G.T., à la C.F.D.T. et à la F.E.N. qui ont organisé un vaste mouvement de protestation populaire, avec, notamment la grève et la manifestation du 7 octobre 1976.

Le Secrétariat général du Parti.

PAYS-BAS

Dans " Le Monde " du 23 juin, j'ai eu le plaisir de lire la nouvelle de l'existence d'un parti qui se réclame de Mounier et de Sangnier. Puisque je suis très intéressé à tout ce qui regarde Mounier, surtout à tout ce qui démontre qu'il est encore vivant entre nous, je voudrais vous demander de m'envoyer tous les renseignements possibles sur votre Parti, surtout sur les relations avec Mounier. V.WW

Réponse : Notre formation se situe dans le droit fil de Sangnier et de Mounier. Emmanuel MOUNIER, sur le point de fonder ESPRIT, vint saluer avec quelques amis le Congrès de la Jeune-République qui se tint à Paris le 10 juillet 1932. Malgré leur proximité, les deux mouvements évoluèrent parallèlement plutôt que conjointement : Mounier philosophe et penseur, Sangnier animateur et homme d'action.

Le Parti de la Jeune-République s'efforce à une synthèse de ces deux courants, dans le mouvement de l'histoire d'aujourd'hui.

MAINE-ET-LOIRE

Mon père, avec les camarades de la Section Maine-et-Loire, ont œuvré toutes leurs vies pour que l'esprit J.-R. soit vivace : meetings, campagnes électorales, etc... Pour ma part, j'ai été volontaire de la paix et j'ai ainsi connu Bierville. Après avoir été un moment absorbé par les nécessités professionnelles, familiales, mais atteint du virus politique (au sens noble du terme), je me suis engagé localement au moment des dernières élections cantonales. J'ai essayé de faire resurgir cette étiquette « Jeune-République » qui est tout un programme et qui, à Angers, conserve

une résonance certaine. Pour concrétiser mon accord je verse ma cotisation et mon abonnement. M.B.T.

Réponse : Le Manifeste de Bierville se situe dans le droit fil d'une tradition. Mais aujourd'hui, le socialisme personnaliste, avec ses valeurs, tient à s'affirmer dans la stratégie de l'union de la gauche. Autant nous attachons de prix à notre histoire et à notre conception de l'existence, autant nous tenons à ce que nos positions politiques soient claires, comme à l'époque du Front Populaire et de la Résistance.

SECTION des VOSGES

La Section des Vosges constate que BARRE ne pourra pas faire mieux que ses prédécesseurs tant qu'il n'y aura pas de réformes de structures : « ils » sont tous muselés par le système. Pour ce qui est de l'agriculture : les militants constatent que les prix des produits ne sont pas payés aux agriculteurs au prix de revient, qu'il vaudrait mieux arriver à cette solution plutôt que de leur faire l'aumône. Tous s'accordent à constater l'anarchie des circuits de distribution : c'est là que doit se porter toute la réforme car le « renchissement » des denrées vient de ce secteur non productif. Le prix départ usine ou départ producteur devrait être étiqueté sur chaque produit.

Une importante documentation a été distribuée cette année sur Vittef. Un projet de soirée pour les jeunes est à l'ordre du jour. En conclusion de cette réunion, les militants vosgiens ont étudié le problème de l'emploi en liaison avec la crise. Ce n'est pas sans réforme de structures qu'on résoudra ce problème.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE

Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature